

Édito

L'économie, c'est la vie

Lors de la cérémonie du 14 Juillet, qui s'est tenue sur la place la Concorde et qui a mis à l'honneur aussi bien les troupes françaises intervenant sur des théâtres d'opération extérieurs que les soignants qui ont contenu l'épidémie, un groupe activiste a trouvé bon de faire se lever dans le ciel parisien une banderole soutenue par des ballons qui affichait blanc sur noir : « *L'économie nous coûte la vie.* » On veut espérer que les auteurs de cet affichage ont choisi par commodité une ellipse. En effet, il est aisé de leur rappeler que, tout au contraire, l'économie, c'est la vie. C'est la circulation des biens, des personnes, des richesses, des valeurs, et cette circulation est aussi indispensable à la société tout entière que celle du sang au corps humain. Sans l'économie, nous voilà conduits à l'enfermement, à la paralysie, réduits à ce que nous sommes capables de produire sans échanges et sans la communication qui leur est indispensable. Sans l'économie, plus de culture, plus d'ouverture, plus de diversité. La véritable question n'est donc pas d'opposer l'économie à la vie mais de mettre l'économie au service de la vie. Dans l'Évangile, qui parle si souvent d'argent, Jésus rappelle que nul ne peut servir deux maîtres : Dieu et l'argent. Mais, lorsqu'il raconte la parabole des talents, il fait bel et bien l'éloge de la capacité humaine à faire fructifier ce qui lui est confié. Ne pas servir l'argent mais s'en servir, faisons crédit à ceux qui ont rédigé le slogan d'avoir voulu dire cela. L'économie n'est ni un monstre ni un épouvantail. Il nous appartient de veiller à ce qu'elle ne soit pas la maîtresse de nos vies mais sa servante. François Hollande, lors de sa campagne, n'avait d'ailleurs pas fustigé l'économie mais la finance, c'est-à-dire un fonctionnement de l'économie dont le but unique est l'argent et les profits et non les biens et les services qui sont produits. La pandémie a redonné aux États un véritable leadership sur l'économie. Partout, quelles que soient leurs options politiques, les gouvernements ont contrecarré la logique des marchés pour soutenir l'activité. C'est un tournant décisif et ce retour du volontarisme étatique est une bonne nouvelle dans la perspective de la bataille environnementale à venir.

CHRISTINE PEDOTTI

Les cheffes de l'Europe

Angela Merkel, présidente de l'Union européenne (UE), Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne. C'est le trio qui commande aux destinées de l'Europe à l'heure du sommet européen des 17 et 18 juillet.

Un « *trio en la majeure* », qui mérite déjà le qualificatif d'historique, vu que le champ politique européen s'était jusqu'à présent quasi uniquement conjugué au masculin. Même si aux origines était Europe, jeune princesse de Tyr en Phénicie, convoitée et enlevée par un Zeus métamorphosé en taureau blanc...

Pourtant novatrice sur bien des sujets, la geste européenne fut longtemps contrainte par l'étroitesse d'esprit des scènes politiques nationales, éminemment masculines, qui ont reproduit mécaniquement un schéma identique à Bruxelles. Rappelons d'ailleurs que c'est la France qui fournit en 1979 les deux premières mesures « en la » du concerto européen avec les belles personnalités de Louise Weiss et Simone Veil. Notre pays exporta au Parlement européen de Strasbourg deux exceptions au parcours hors norme, ayant dépassé ou survécu à bien des choses, dont la misogynie de la classe politique française. Féministe dès l'entre-deux-guerres, Louise Weiss avait présenté sa candidature symbolique aux élections municipales de 1935 et aux élections législatives de 1936. Dans son discours d'ouverture, du haut de ses quatre-vingt-six printemps, la doyenne d'âge des premiers élus européens au suffrage universel rappelait le temps où elle « *conduisai[t] en France le combat pour [l']égalité [des femmes] dans un climat si désuet que [leurs] adversaires pouvaient, avec succès, arguer que les mains des femmes étaient faites pour être cajolées et non point pour déposer des bulletins de vote dans les urnes.* » « *Sans récuser ces cajoleries, les Européennes ont cependant usé de leur bulletin* », ajoutait-elle. Lors de la même séance, Simone Veil devint la première présidente du Parlement européen, et par là même le seul visage féminin du projet européen pendant trop de décennies. Passèrent les années Delors, la chute du mur de Berlin, l'élargissement et même la crise financière... toujours l'Europe se conjuguait au masculin, à la notable exception de sa plus grande adversaire, Margaret Thatcher...

Et voilà ce mois de juillet 2020, où, pour la première fois, trois femmes vont porter notre destin européen. Dans ce contexte, chacune joue un rôle crucial. Christine Lagarde, qui préside la BCE à Francfort, se doit d'assurer les fins de mois de l'économie de la zone euro et de « cajoler » les marchés financiers. La chancelière allemande Angela Merkel, dont le pays préside pour six mois l'UE, doit faire émerger un compromis autour du fameux emprunt que réaliseraient conjointement les Européens.



© Aris Oikonomou / AFP

Il s'agit là de concrétiser la proposition franco-allemande du 18 mai dernier, qui portait sur un emprunt d'un montant de 500 milliards, afin de compléter le budget européen déjà géré par Ursula von der Leyen. Cette dernière se doit notamment de détailler un *modus operandi* pour dépenser ledit emprunt qui « cajole » les uns et les autres, mais aussi les objectifs européens en matière de défis climatique et numérique. Schématiquement, ces trois femmes font face aux quatre États du « club des frugaux » (Autriche, Danemark, Pays-Bas et Suède) et à leur redoutable leader, le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, pour lequel, derrière une dette, il y a toujours une faute à expier...

Le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, a parfaitement décrit l'enjeu des jours à venir : « *Nous ne pouvons pas attendre plus longtemps : les citoyens ne comprendraient pas, les acteurs économiques ne comprendraient pas non plus. Nous avons connu une pandémie sans précédent. Nous devons donner une réponse commune... Nous sommes à un pas d'un nouveau moment historique.* » Un moment comparable à l'envol initial : « *Pour vous [l'Italie], c'était la création de la Communauté européenne. Pour nous [l'Espagne], c'était l'entrée en Europe après la chute du régime franquiste. Pour l'est, c'était l'effondrement du Mur. Pour nous tous, c'était la naissance de la monnaie unique. Le moment que nous vivons est historique.* » Trois femmes pour écrire une nouvelle page de l'histoire de notre continent : « *Si nous réussissons, nous pouvons faire un bond en avant dans la construction européenne* », a également déclaré Pedro Sánchez. Voilà qui peut nous faire regretter que sa ministre des Finances ait manqué tout récemment d'une voix la présidence de l'Eurogroupe – qui réunit les dix-neuf grands argentiers de la zone euro –, apparemment dernier bastion européen à refuser de « cajoler les mains » d'une Européenne...

HENRI LASTENOUSE

Le poids de la défiance, le prix de la confiance

C'est le titre du septième rapport de l'atelier Démocratie du Pacte civique. Avec un système élaboré de cotation et de notation, il mesure puis estime la « qualité démocratique » de la décision publique. Sous sa loupe cette année, entre autres : le mouvement des gilets jaunes, le Grand Débat national qui en a découlé et la gestion des territoires. Jacky Richard, ancien haut fonctionnaire, animateur de l'atelier et coordinateur du Pacte civique, revient sur quelques-uns des enseignements du rapport.

Qu'est-ce que cette étude vous a appris de plus sur les gilets jaunes ?

Pour le dire un peu abruptement, on a très bien vu que l'argent n'était pas la solution à tous les problèmes. Le gouvernement a débloqué dix milliards après ce mouvement et, à l'époque, avant toutes les aides annoncées pour le Covid, c'était une somme très importante. Mais, si mettre de l'argent sur la table et ne rien proposer d'autre aurait pu suffire jusqu'aux années 1990, ce n'est plus le cas maintenant. Il va falloir trouver comment restaurer la confiance dans une société qui est devenue peut-être plus éduquée, mais en tout cas plus inflammable, et où les réseaux sociaux sont une caisse de résonance puissante. Par exemple, revaloriser la carrière des soignants comme cela a été annoncé, c'est bien, mais cela ne suffira pas à apaiser tous ceux qui ont été en première ligne et qui se sentent lésés depuis si longtemps. Cela arrive si tard...

La crise du Covid a souligné ensuite la même fracture...

Oui, cette crise sanitaire, elle aussi, a proliféré sur fond de deux autres crises structurelles, démocratique et sociale. La première est une profonde crise de confiance dans le système institutionnel et représentatif, qui ouvre la voie aux régimes populistes. La deuxième, c'est celle des inégalités, car les plus faibles sont les plus mal soignés, les plus menacés par le confinement et les plus menacés par les pertes d'emploi.

Dans ces deux contextes on a vu les mêmes phénomènes se manifester : des élans de générosité mais aussi des manifestations d'incivilité et de cupidité. On a souligné le travail admirable des personnels de santé et des enseignants, qui ont fait preuve de dévouement et d'inventivité. On a redécouvert aussi, et il faut le noter, l'efficacité d'un État en surplomb d'une société civile prompt à se fragmenter. Les fonctionnaires et les administrations ont « tenu le choc » et travaillé avec les collectivités locales, qui ont été, dans l'ensemble, plutôt réactives et créatives. À ce tableau s'ajoute une crise environnementale,

à prendre en compte radicalement, elle aussi. Le Pacte civique estime que c'est en apportant des réponses démocratiques qu'on parviendra à dénouer ces crises. Il faut faire davantage confiance aux corps intermédiaires, aux élus de terrain et encourager les pratiques démocratiques comme les débats publics, les référendums, les conventions de citoyens tirés au sort, tout en respectant la démocratie représentative.

Comment améliorer, renforcer la démocratie ?

En s'appuyant sur des citoyens mobilisés et organisés, et en ajoutant une dimension de solidarité et de fraternité pour combler les fractures sociales. Quand la Sécurité sociale a été créée en 1945, elle l'a été aussi pour créer du lien social. Mais, aujourd'hui, la société semble avoir perdu le sens de la solidarité, elle est fracturée ; malgré tous les moyens mis en œuvre, cette solidarité n'est plus palpable, on entend trop souvent dire : « on me doit », qu'il s'agisse des soins, de la retraite... À la solidarité, il va falloir rajouter de la fraternité, c'est-à-dire un rapport de personne à personne. Il y a de belles initiatives, comme le service civique, qu'il faut soutenir. Il faut aussi, par exemple, mettre en place au sein des services publics une formation visant à enseigner à traiter les gens différemment, afin d'éviter l'« effet guichet », qui est repoussant. Comme dans tous les métiers des aidants, il faut que les agents administratifs « apprennent » la fraternité.

Parmi les autres thèmes de ce rapport, les élections européennes.

Oui, c'est rare, une élection pour laquelle presque tous les pays d'Europe votent le même jour. Il y avait un enjeu fort, et ce scrutin a été perçu finalement comme positif, au vu du bon chiffre de la participation globale d'une part, et surtout grâce à une résistance très notable aux partis populistes.

Propos recueillis par ISABELLE SOUQUET.

www.pacte-civique.org/?OCQD

Histoires d'amour

Au cinéma, l'amour est un puissant ressort. Deux films, *Madre* et *Felicità*, l'abordent avec une belle originalité. Le cinéaste espagnol Rodrigo Sorogoyen est l'auteur de thrillers intenses, comme *Que Dios nos perdone*, sur le grand banditisme, et *El Reino*, sur la corruption politique dans son pays. Avec *Madre*, il aborde un rivage plus intime. Quand le film commence, Elena (Marta Nieto) reçoit un coup de fil chez elle, en Espagne, de la part de son fils, 6 ans, en panique sur une plage des Landes parce qu'il ne retrouve pas son père. Première brève séquence choc. Dix ans plus tard, Elena est serveuse en plein été dans un bar de la même plage. Elle rencontre un adolescent qui pourrait être son garçon disparu... *Madre* est l'histoire d'une reconstruction, celle d'une mère qui ne renonce jamais. « *Isabel et moi*, dit le cinéaste en associant sa coscénariste Isabel Peña à son propos, *aimons beaucoup les histoires sombres, dans le sens de cachées, les histoires qui parlent de ce que l'être humain a de plus profond. Il y a une citation de TERENCE qui explique très bien notre obsession à raconter ce genre d'histoires : "Je suis un homme et rien de ce qui est humain ne m'est étranger."* » Tout est possible dans ce film ambitieux qui fouille les hantises des êtres humains.

Et tout est possible aussi, en plus souriant et plus léger, dans *Felicità*, qui a la grâce et la fantaisie des films de François Truffaut. C'est l'histoire d'une famille en perpétuel mouvement, on se demande pourquoi d'ailleurs, mais on s'en doute un peu, et la clé est donnée à la fin, ce qui permet de laisser son imagination gambberger. Au cœur de l'intrigue, une fillette de 12 ans, Tommy, qui va entrer au collège. C'est la fin de vacances passées dans une vieille villa en pleine forêt, un site idyllique qu'il faut évacuer d'urgence car les propriétaires sont de retour... On va apprendre que les parents de Tommy – interprétés par Pio Marmaï et Camille Rutherford – squattaient la belle maison. Il faut donc trouver un autre gîte en urgence. Dans ces conditions, on peut comprendre que la petite, jouée par la propre fille du cinéaste, Bruno Merle, porte en permanence, quand elle circule en voiture en famille, un casque antibruit sur les oreilles, comme pour échapper à des parents très aimants certes, et qui s'aiment, mais dont les actes ne sont pas toujours raccord avec les intentions. *Madre* et *Felicità* racontent des histoires d'amour pas comme les autres. C'est pourquoi ils intriguent.

FRANÇOIS QUENIN

Madre, de Rodrigo Sorogoyen, 2 h 10, en salle le 22 juillet.

Felicità, de Bruno Merle, 1 h 22, en salle.

Retrouvez Témoignage chrétien
chaque jour sur Internet
www.temoignagechretien.fr
et réagissez !

Chères lectrices, chers lecteurs,

Les vacances d'été approchent pour les collaborateurs de *TC*. Nous vous préparons un numéro double pour la semaine prochaine. Ensuite, nous vous donnerons rendez-vous tout début septembre.

Pendant la période du confinement et même au-delà, nous avons fermé les locaux du journal et avons travaillé à distance afin de ne pas nous exposer à la contamination, ni nous-mêmes, ni nos proches. Bien que notre imprimeur ait fermé quelques semaines, nous avons réussi à ne pas interrompre la parution et en avons trouvé *in extremis* un autre pour prendre le relais au pied levé. Si le journal a bien paru pendant toute cette période, en revanche beaucoup d'autres choses ont très gravement dysfonctionné sans que nous puissions y remédier aisément. D'abord, La Poste a quasiment interrompu son service pendant les toutes premières semaines et a réduit les tournées des préposés à trois jours au lieu de six. Les conséquences ont été très importantes, puisque certains de vos courriers datant de fin mars et début avril nous sont parvenus fin juin et début juillet. Nous sommes tout à fait désolés des soucis que cela vous a causés. Par ailleurs, pendant cette période, notre gestion-

naire d'abonnement, Abo Press, installé dans le Grand Est – à Illkirch –, a été très impacté par la crise. Les diverses demandes – changements d'adresse ou de compte bancaire, etc. –, mais aussi les relances d'abonnement sont restées en souffrance pendant des semaines et le retard accumulé est tout juste rattrapé. Vous en avez subi les conséquences, recevant des relances automatiques alors que vous aviez envoyé votre règlement, lequel n'était pas parvenu à Illkirch ou n'avait pas pu être traité. Nous connaissons votre bienveillance et votre fidélité à ce journal, qui est d'abord le vôtre. Nous sommes vraiment navrés que vous ayez subi tous ces désagréments et nous vous remercions de votre patience et de votre gentillesse, lesquelles ne se démentent jamais. Nous vous en sommes extrêmement reconnaissants et nous en sentons redevables. Nous avons mis à votre disposition un numéro de téléphone, le **06 48 64 70 75**, afin que vous puissiez trouver quelqu'un au bout du fil pour

toutes les difficultés que vous pouvez rencontrer. Ce quelqu'un est Annie Guillem, dont l'engagement professionnel pour *TC* dure depuis plus de deux décennies. Je l'en remercie ici très chaleureusement; sans elle, *TC* ne serait pas tout à fait *TC*. Aujourd'hui, nous ne savons pas de quoi demain sera fait. Le virus est toujours là et, si l'hypothèse d'un nouveau confinement massif est peu probable, en revanche des confinements partiels sont à craindre. C'est pourquoi nous vous proposons, si vous disposez d'une connexion Internet et d'une adresse mail, de nous faire un bref courrier à contacttc@temoignagechretien.fr, en indiquant comme sujet de votre message « Mon adresse mail ». Ainsi, nous pourrions, si le contact postal était rompu, vous envoyer tout ou partie du journal par Internet.

Nous vous souhaitons un bon été. Restez vigilants, prenez soin de vous et de vos proches.

CHRISTINE PEDOTTI

BIBLE

Le verre à demi rempli, est-il vide ou plein? Les épines donnent-elles des roses, ou les roses des épines? Tout est question du regard et de l'espérance qui nous habite.

Évangile de Matthieu 13, 24-30

En ce temps-là, Jésus proposa cette parabole à la foule: «Le royaume des Cieux est comparable à un homme qui a semé du bon grain dans son champ. Or, pendant que les gens dormaient, son ennemi survint; il sema de l'ivraie au milieu du blé et s'en alla. Quand la tige poussa et produisit l'épi, alors l'ivraie apparut aussi. Les serviteurs du maître vinrent lui dire: «Seigneur, n'est-ce pas du bon grain que tu as semé dans ton champ? D'où vient donc qu'il y a de l'ivraie?» Il leur dit: «C'est un ennemi qui a fait cela.» Les serviteurs lui disent: «Veux-tu donc que nous allions l'enlever?» Il répond: «Non, en enlevant l'ivraie, vous risquez d'arracher le blé en même temps. Laissez-les pousser ensemble jusqu'à la moisson; et, au temps de la moisson, je dirai aux moissonneurs: 'Enlevez d'abord l'ivraie, liez-la en bottes pour la brûler; quant au blé, ramassez-le pour le rentrer dans mon grenier.'»

Un regard sur le monde

Par petites touches, à l'aide d'une palette diversifiée de comparaisons, Jésus tente d'esquisser et d'expliquer ce qu'il entend par «Royaume de Dieu». Ce Royaume ressemblerait donc à un semeur qui vise une récolte de qualité. Mais il a pour ennemi un autre semeur, qui, lui, veut corrompre la moisson future. Pour cela, il répand des graines de mauvaises herbes. Le bon et le mauvais s'entremêlent silencieusement et ne se donnent à voir que lorsqu'ils germent. Que faire? Éradiquer le mauvais, l'ivraie, avant la maturité des bons épis? Le semeur des bonnes graines s'oppose à un tel tri avant le temps de la moisson. Pour quelle raison? Le récit de Jésus ne le dit pas. Il laisse la foule de ses auditeurs dans l'énigme.

Ce n'est que plus tard et seulement devant ses disciples qu'il s'expliquera. Ailleurs, il fera l'éloge d'un Dieu qui fait briller son soleil et tomber la pluie sur les bons comme sur les méchants, sur les justes comme sur les injustes. La parabole nous laisse en fait devant la mise en suspens de tout jugement prématuré. Qui d'entre nous, en effet, n'est pas tenté d'opérer une discrimination dans le temps et le monde présents entre ceux qu'il estime être bons et ceux qu'il considère comme mauvais? C'est là pour Jésus aller trop vite en besogne. Car est-ce si simple de s'engager dans une telle partition? Et qui peut se prévaloir d'avoir le jugement définitivement vrai et assuré? Le danger serait au moins double: ne laisser aucune place à une

possible évolution qualitative, et se prendre pour Dieu. L'éloge va donc à la patience et au regard capable d'appréhender la complexité du réel. Car tout être est aux prises avec du bon et du mauvais: aucune humanité n'est parfaitement bonne. Ne demeurerait-il pas aussi du bon en celui ou celle dont je vois uniquement les mauvais côtés? Par ailleurs, on connaît la férocité des groupes sociaux, ou des institutions, quand se mettent en place des processus d'exclusion et de discrimination sous prétexte que tel ou tel passe pour être un gêneur, un poids, ou un étranger et que sa différence trouble les évidences communes. Faut-il alors accepter n'importe quoi? Ce n'est pas ce qu'indique la parabole. Elle appelle au contraire à la vigilance: il faut assurer la moisson et la récolte des bons épis. L'ivraie peut contrarier la croissance du bon grain mais elle ne doit pas étouffer. Sauvegarder le meilleur de nos humanités pendant tout le temps où se déroule notre existence est donc une obligation. Mais cela suppose de garder confiance malgré la présence du mauvais: il y a de bonnes choses qui n'arrêtent pas de germer et de grandir dans le cœur des humains et dans le monde qu'ils font. Il arrive même que des pécheurs deviennent des saints: Paul fut un persécuteur avant de devenir un immense missionnaire de l'Évangile. Son expérience lui fera découvrir que «là où le péché a abondé, la grâce a surabondé» (Rm 5, 20). Peut-être que, dans les créatures de Dieu, il est de l'ivraie qui parvient parfois à se changer en blé! Quant à l'Église, qu'elle demeure dans l'humilité et ne se prenne ni pour le propriétaire du terrain ni pour le maître de la moisson. Il lui suffit de se réjouir du travail de la bonté dans le monde commun et dans le cœur de tout être humain.

JEAN-YVES BAZIOU